



Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

145 | 2019
Chiismes politiques

GHERIB Baccar, Penser la transition avec Gramsci. Tunisie (2011-2014), Éditions Diwen, Tunis 2017

Daniela Melfa



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10014>
ISSN : 2105-2271

Éditeur

Publications de l'Université de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019
Pagination : vol 145
ISSN : 0997-1327

Référence électronique

Daniela Melfa, « GHERIB Baccar, Penser la transition avec Gramsci. Tunisie (2011-2014), Éditions Diwen, Tunis 2017 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 145 | septembre 2019, mis en ligne le 06 septembre 2017, consulté le 30 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10014>

Ce document a été généré automatiquement le 30 octobre 2019.



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

GHERIB Baccar, Penser la transition avec Gramsci. Tunisie (2011-2014), Éditions Diwen, Tunis 2017

Daniela Melfa

- 1 À une époque de crispation des frontières identitaires et de néo-orientalisme, où le monde arabe est toujours vu au filtre de l'islam, il est salutaire de revenir sur un patrimoine d'idées universellement partagées, dont les écrits d'Antonio Gramsci sont un exemple. Dans *Penser la transition avec Gramsci. Tunisie (2011-2014)*, Baccar Gherib, professeur d'économie à Jendouba et militant de gauche, puise savamment dans les catégories gramsciennes pour apporter un éclairage sur la situation postrévolutionnaire en Tunisie.
- 2 Malgré le profil engagé de l'auteur qui en 2012 avait publié une sorte de vademécum pour les militants (*Pour une refondation de la gauche tunisienne*, Editions Diwen), *Penser la transition avec Gramsci* s'écarte de l'approche léniniste du *Que faire ?*, se plaçant plutôt au niveau de l'analyse et de la réflexion théorique dont la gauche tunisienne serait déficitaire. En se rapprochant de l'*intellectuel organique*, Baccar Gherib s'adresse moins aux spécialistes qu'au large public citoyen. Et la vulgarisation a bien réussi si on en juge par l'accueil enthousiaste et inattendu du livre à Tunis où il a remporté le prix Tahar Haddad à la Foire internationale du livre.
- 3 L'intérêt pour Gramsci en Tunisie date des années 1970 et c'est à travers la lecture de son œuvre que les militants de la gauche tunisienne, par ailleurs très fragmentée, se rapprochent. Baccar Gherib avoue avoir découvert l'intellectuel sarde à travers les extraits des *Cahiers de prison* publiés par Aziz Krichen, ancien militant du groupe Perspectives, dans *La Presse* à la fin des années 1980. A la même époque (février 1989), un colloque est consacré à « Gramsci et le monde arabe » et une sélection des communications est publiée en 1994, sous la direction de Michele Brondino et Tahar Labib.
- 4 Au sein du Parti communiste tunisien d'obédience soviétique, l'œuvre de Gramsci a circulé grâce à l'accueil favorable de l'eurocommunisme. Néanmoins, bien avant cela,

l'idée d'un *marxisme vivant*, pour laquelle Gramsci a été taxé d'hétérodoxie, avait retenti dès l'indépendance dans les résolutions du PCT qui prônent une application *de façon vivante* des principes marxistes-léninistes. Pareillement, la place accordée à l'idéologie, ainsi que l'option pour une stratégie légaliste et gradualiste qui s'apparente à la *guerre de position* gramscienne prouvent *a fortiori* une filiation intellectuelle et politique.

- 5 En entrant dans le détail du livre, le premier chapitre analyse l'apport novateur de Gramsci en le situant dans l'ambiance intellectuelle de son temps. Influencé par le néo-idéalisme de Benedetto Croce, Gramsci critique le marxisme positiviste et scientiste à la Boukharine qui, figé dans le déterminisme économiste et ses lois universelles, minimise la composante volontariste dans la détermination du cours de l'histoire. Gramsci est un homme de pensée et d'action à la fois, comme le révèle sa biographie (dirigeant d'envergure du Parti communiste italien et promoteur des luttes sociales à Turin), ainsi que sa conception du matérialisme historique comme *philosophie de la praxis*. Le bouleversement des structures économiques se produit efficacement, selon Gramsci, lorsque les idéologies sont mobilisées et que les acteurs prennent conscience des changements en cours.
- 6 Dès le deuxième chapitre, l'auteur tourne son attention vers la Tunisie. Bien que plusieurs événements de la période 2011-2014 soient évoqués, ils ne figurent pas comme chronique des faits, mais s'inscrivent dans un cadre interprétatif cohérent et original. Baccar Gherib s'inspire de Gramsci en tant que penseur de la crise pour lire la transition tunisienne dans une perspective historique appropriée à l'*historicisme absolu*. Il décortique alors, comme le révèle la phrase placée en exergue du livre, les pages gramsciennes sur les périodes d'*inter règne*, là où l'ancien ordre s'estompe et le nouveau tarde à s'imposer, et sur les *symptômes morbides* qui en découlent. L'écriture fragmentaire de Gramsci, notamment ses *Cahiers de prison*, se prête à des emprunts par morceaux qui déclenchent les idées. Le livre de Gilbert Achcar *Morbid symptoms. Relapse in the Arab Uprising* (Stanford University Press, 2016), qui présente une analyse des contre-révolutions en cours, vient encore confirmer la force impulsive de la pensée de Gramsci.
- 7 Les concepts-clés autour desquels s'articule l'analyse de Gherib sont : *hégémonie*, *révolution passive* et *bloc historique*. Baccar Gherib se penche d'abord sur la *crise d'hégémonie* qui a provoqué la chute de Ben Ali. Le régime ne jouissait plus du large *consentement* lié à sa capacité de redistribution des ressources et de garantie de la mobilité sociale des jeunes diplômés. Une fois le pacte social rompu, la *coercition* restait la seule base ébranlante du pouvoir. Michel Camau avait déjà fait remarquer (en 1988) qu'un État providence garantissant y compris la « joie de vivre » n'avait pas réussi à tenir ses promesses, mais le « capitalisme de copinage » favorisant la clique au pouvoir n'a fait qu'exacerber la situation.
- 8 La crise d'hégémonie s'est poursuivie pendant la transition, comme le montre le décalage entre les (nouvelles ?) élites et le peuple, et a entraîné une désaffection à l'égard de l'État. Gherib mobilise la catégorie gramscienne de *subversivisme*, se référant à la conduite apolitique « sans programme ni lendemain » (p. 92) et à l'antiétatisme du peuple italien, pour décrire l'expansion de pratiques illégales comme la contrebande et la corruption ainsi que l'irruption dans l'arène politique de revendications régionalistes (sur l'usage exclusif des ressources naturelles) et corporatistes.
- 9 Faute d'un gouvernement efficace et influent, il revient aux corps intermédiaires, « privés » comme l'aurait dit Gramsci, d'assumer un rôle de direction et de médiation.

En Tunisie c'est notamment l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) – un « parti potentiel » (Braun 2006) – qui a pris les choses en main dès le début de la révolte en favorisant le dialogue national lors de l'impasse de 2013. Les partis politiques, en revanche, ankylosés par plusieurs décennies de monopartisme et de pluripartisme contrôlé, ont joué un rôle mineur en se positionnant tout au long du clivage culturel (modernisme vs islamisme). En dépit de l'urgence de la question sociale, les classes sociales ne structurent pas le champ politique et discursif tunisien. De ce fait la perspective gramscienne (et marxiste) se heurte à une vision dans laquelle les classes sociales ne sont plus le moteur de l'histoire et les partis politiques l'avant-garde révolutionnaire.

- 10 La question sociale a été au premier plan lors de l'insurrection populaire ou *jacobine* déclenchée le 17 décembre 2010, mais après le 14 janvier 2011, les élites citadines ont pris la relève des syndicalistes locaux et la question démocratique s'est imposée sur la scène. L'analyse à la loupe des élites concurrentes est menée par Gherib à travers le concept gramscien de *révolution passive*, qui met l'accent sur la capacité de la classe dirigeante à résister à tout bouleversement en maîtrisant les impulsions au changement venant d'en bas. La *révolution passive* qui se réalise « à petites doses, de manière légale et réformiste » (p. 118) a également caractérisé la démarche de l'État bourguibien. Les acquis modernistes qui ont mis « fin à la société d'héritiers et de caste fermée » (p. 136) ont été imposés par le haut, produisant un clivage profond qui a resurgi lorsque les exclus d'antan, notamment les islamistes, se sont confrontés à une *société civile* agissante.
- 11 La compétition entre les élites s'est jouée dans les manifestations opposées de la Kasbah et de la Qobba. Au fond, Kasbah (la gauche radicale et les islamistes) et Qobba (la gauche réformiste et les vieilles élites) se disputaient, selon Gherib, autour du rapport à l'État moderne bourguibien, rejeté par les premiers et revendiqué par les secondes. Bien que l'héritage bourguibien ne fasse pas l'unanimité en Tunisie, il faut nuancer cette dichotomie car la gauche estudiantine, notamment les *Perspectivistes*, se reconnaîtra plus tard comme « l'enfant illégitime de Bourguiba » avec qui elle partageait bel et bien à l'époque « son esprit révolutionnaire, son rationalisme et sa vision laïque » (Dhifallah 2004, 323). De surcroît, les deux fronts se sont constitués plus récemment que ne le laisse entendre Gherib, si on pense qu'au cours des années 1980 la politique frontiste du Parti communiste tunisien incluait le Mouvement de la tendance islamique.
- 12 Enfin, Gherib se focalise sur les disparités régionales qu'il rapproche de la question méridionale en Italie. Le *bloc historique* unissant le prolétariat et la bourgeoisie dans le Nord de la péninsule au détriment des paysans du Sud correspond à l'alliance entre le régime et le syndicat qui a garanti en Tunisie la domination du littoral sur l'arrière-pays. L'inclusion sociale et le développement équitable sont les véritables nœuds gordiens. Quoique l'égalité et l'équilibre entre les régions soient ciblés par la Constitution de 2014, ces dispositions ne retiennent pas l'attention de Gherib.
- 13 L'auteur adopte un langage simple, mais non simpliste et fait référence à une bibliographie essentielle incluant la littérature italienne. En ce qui concerne la langue, nous nous permettons de relever que le mot *sudici* (crasseux) en italien ne vaut pas pour *sudistes*, comme l'écrit Gherib (p. 187) : il est une métathèse de *sucido* (gras), dérivée du latin *sucus* (sauce). Dans le sillage de Gramsci qui a analysé avec finesse la société italienne au lendemain de la première guerre mondiale et mis en exergue ses

spécificités, Gherib se fait un observateur attentif de la Tunisie d'aujourd'hui restituant au lecteur matière à réflexion.

BIBLIOGRAPHIE

BRAUN C., « A quoi servent les partis tunisiens ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 111-112 / mars 2006. <http://remmm.revues.org/2862>

CAMAU M., « Propos sur le désengagement de l'Etat en Tunisie », *Bulletin du Cedej*, 23, 1^{er} sem. 1988, p. 81-108.

DHIFALLAH M., « Bourguiba et les étudiants : stratégie en mutation (1956-1971) », in Camau M. et Geisser V. (dir.), *Bourguiba la trace et l'héritage*, Karthala, Paris 2004, p. 313-324.

AUTEUR

DANIELA MELFA

Dipartimento di Scienze politiche e sociali, Università degli Studi di Catania